Revenu universel d'activité, crèches, cantine à un euro...Ce que contient le plan pauvreté

Par Journaliste Figaro Le figaro.
fr AFP agence Mis à jour le 13/09/2018 à 17:37 Publié le 13/09/2018 à 12:42

Revenu universel d'activité, crèches, cantine à un euro...Ce que contient le plan pauvreté

VIDÉOS - . Le président a dévoilé un plan en 21 mesures pour endiguer la «grande pauvreté» en France grâce à une refonte des aides sociales et des mesures pour soutenir l'enfance et l'accès à l'emploi.

Le président de la République a prononcé ce matin, au Musée de l'Homme à Paris, un discours de plus d'une heure consacré à une «stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté». La France comptait en 2016 quelque 8,8 millions de personnes pauvres, soit 14% de la population, selon l'Insee. Ce taux monte à 19,8% pour les moins de 18 ans. .

Le chef de l'État entend avec ce plan «enrayer les inégalités de destin qui se perpétuent de génération en génération» et permettre aux gens de «sortir de la pauvreté», selon son entourage. «Refuser la fatalité sociale, c'est lutter contre ce déterminisme qui, dès l'enfance, détruit des trajectoires de vie (...). Il y a dans chaque enfant, à commencer par un enfant qui naît dans une famille pauvre, un Mozart qu'on assassine parce qu'on décide de fait qu'il n'a aucune chance de devenir Mozart», a ajouté le chef de l'État, citant une expression de Saint-Exupéry dans son roman Terre des Hommes.

Le plan sera doté de «8 milliards d'euros répartis sur quatre ans», avait indiqué Benjamin Griveaux. Les mesures déjà «entièrement financées», a promis l'Élysée. Concernant sa mise en place, le chef de l'État a promis de réunir «tous les six mois les acteurs concernés». Il s'est voulu optimiste en affirmant que la France pouvait «à hauteur d'une génération, éradiquer la grande pauvreté».

Démarrant par un hommage aux associations de lutte contre la pauvreté, le président est rapidement entré dans le vif du sujet en déclinant deux grands piliers

d'action des pouvoirs publics: celui de l'éducation, et celui du retour au travail pour les pauvres.

Voici les principales mesures annoncées par Emmanuel Macron

» LIRE AUSSI - Pauvreté en France: les chiffres à connaître

Plan anti-pauvreté : la conférence de presse d'Emmanuel Macron

La stratégie du gouvernement se veut tournée vers la prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et l'accompagnement vers l'emploi. Emmanuel Macron a dévoilé ce jeudi, les mesures retenues.

Mute

Quality Levels

Plan anti-pauvreté : la conférence de presse d'Emmanuel Macron - Regarder sur Figaro Live

• La création d'un «service public de l'insertion».

Emmanuel Macron souhaite que l'État aide les départements à mieux accompagner les personnes les plus éloignées de l'emploi, notamment bénéficiaires du RSA, en créant un «service public de l'insertion». «C'est le seul moyen de garantir l'universalité des droits» alors que le système est «aujourd'hui trop éclaté», «inégal territorialement», a détaillé le chef de l'État, désirant qu'à partir du 1er janvier «chaque personne qui s'inscrit au revenu de solidarité active (RSA) puisse avoir un rendez-vous dans le mois», dans «un lieu unique», pour bénéficier d'un accompagnement. «L'objectif est de 'réhumaniser' le parcours de retour à l'emploi», un objectif pour lequel «l'État doit reprendre toute sa place».

• La création d'un revenu universel d'activité

Le président a annoncé la rénovation du système des minima sociaux, en allant «au bout de cette logique d'universalité». Pour Emmanuel Macron, «le maquis des aides existantes ne permet pas de sortir de la pauvreté». Reprenant un thème de

campagne, le président a donc annoncé un «revenu universel d'activité», via une loi en 2020. Il s'agirait en fait de la fusion de plusieurs prestations sociales pour «garantir un seuil minimal de dignité» à tous. Ce revenu sera «universel car chacun pourra y prétendre dès que ses revenus passeront en dessous d'un certain seuil». Il sera «simple, équitable et transparent», a-t-il précisé. «Nous allons fusionner le plus grand nombre des prestations sociales pour enfin apporter une réponse unique pour s'assurer que des gens vivent dignement». Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé, précise de son côté que cette aide «contiendra au minimum le RSA, les APL et la prime d'activité puisque la philosophie est de faciliter un retour à l'emploi». Elle a ajouté ce revenu n'est pas universel car il sera attribué «sous condition de ressources».

Ce nouvel outil sera donc «soumis à des droits et des devoirs supplémentaires, en contrepartie d'un droit à être aidé et accompagné (...)», a indiqué le président. «Nous veillerons à ce que les devoirs soient respectés» par les bénéficiaires, a souligné le chef de l'État. Chaque allocataire s'inscrira dans un «parcours d'insertion où il sera impossible de refuser plus de deux offres d'emplois raisonnables», affirme Emmanuel Macron.

• Des repas à la cantine à 1 euro

Emmanuel Macron souhaite un «accès universel» à la cantine pour les enfants les plus défavorisés «en développant les repas à un euro» dans les petites communes et les quartiers prioritaires, lors de la présentation de sa stratégie pauvreté. «L'alimentation est un droit fondamental des enfants qui peine à être garanti», a déclaré le chef de l'État, souhaitant un «accès à la cantine plus universel» avec «des repas à un euro» et des petits-déjeuners proposés dans les écoles prioritaires «afin de s'assurer que tous les enfants commencent la journée dans les mêmes conditions». Actuellement, plus d'un Français sur deux dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1200 euros a indiqué avoir des difficultés à payer la cantine de ses enfants et près d'un sur deux (48%) estime avoir des difficultés à se procurer une alimentation variée.

• Davantage de crèches dans les quartiers prioritaires

Le plan prévoit également d'ouvrir davantage les crèches aux enfants de quartiers prioritaires ou défavorisés - via des bonus financiers aux collectivités -, de créer un fonds pour financer des petits-déjeuners dans les écoles prioritaires. De même, il faut pour Emmanuel Macron passer de 40 à 300 crèches à vocation d'insertion professionnelle d'ici 2020. Les 600.000 professionnels de la petite enfance «seront

mieux accompagnés», recevant une formation concentrée sur le langage, l'empathie, et la confiance en soi des enfants. Au total, 50 millions d'euros seront consacrés à l'aide sociale à l'enfance.

Par ailleurs, un fonds d'innovation sociale de 100 millions d'euros diffusera sur tout le territoire de nouvelles méthodes d'apprentissage.

• Hausse du nombre de contrats d'insertion par l'activité économique

Le chef de l'Etat a confirmé le coup de pouce que le gouvernement entend donner aux contrats d'insertion par l'activité économique (IAE), qui s'adressent à des personnes très éloignées de l'emploi. Sur le quinquennat, le nombre de ces contrats aidés sera porté de 100.000 à 240.000. Quelque 500 millions d'euros seront par ailleurs débloqués pour l'accompagnement individualisé.

• L'obligation de formation passera de 16 à 18 ans

Pour les jeunes, l'obligation de formation passera de 16 à 18 ans. Des moyens supplémentaires seront attribués aux missions locales pour qu'elles repèrent les décrocheurs du système scolaire et leur proposent des formations. En outre, le dispositif «garantie jeune», pour les 16-25 ans les plus éloignés de l'emploi, sera étendu à «500.000 jeunes avant la fin du quinquennat», contre 100.000 actuellement.